

CNAF SITE DIJON
22 rue Nodot
21036 DIJON Cedex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES VITRERIES CNAF

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PRÉSENTATION DES INTERVENANTS	3
ARTICLE 3 : NATURE ET FRÉQUENCE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 : RECONNAISSANCE DES LIEUX PAR LE TITULAIRE	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent lot a pour objet la détermination des clauses techniques particulières relatives au marché concernant l'entretien des locaux et des vitreries du site CNAF Nodot.

Les prestations sont référencées sous les numéros :

- CPV 90919200-4 : Services de nettoyage de bureaux
- CPV 90911300-9 : Services de nettoyage de vitres

dans la nomenclature communautaire.

Ce marché est un marché de service de nettoyage de bâtiments (catégorie de services n°14).

L'Opérateur Economique est responsable, tous les jours, de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 2 : PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

2.1. Encadrement de l'entreprise de nettoyage

2.1.1. Responsable

Conformément à l'article 12.3 du CCAP, le contrat est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès du Pouvoir Adjudicateur.

Il est présent sur le site sur convocation du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité de l'Opérateur Économique.

Il participe aux réunions trimestrielles de suivi avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le responsable du marché est assisté par un chef d'équipe nommément désigné chargé du suivi des différents chantiers. Il doit être présent sur convocation du Pouvoir Adjudicateur et participe aux réunions de suivi.

2.1.2. Chef d'équipe

Le chef d'équipe est responsable :

- ❖ de la mise en application des méthodes préconisées par l'Opérateur Économique,
- ❖ du contrôle de la qualité des prestations,
- ❖ de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers,
- ❖ de la sécurité et de la formation du personnel,
- ❖ de la gestion du matériel et des approvisionnements,
- ❖ de la réalisation des contrôles internes puis de la validation des outils de suivi quotidiens et de leur affichage,
- ❖ de la discipline du chantier et du personnel.

Le chef d'équipe effectue sa **mission d'encadrement au minimum de façon hebdomadaire** et réalise au moins une **visite de contrôle par mois**.

L'Opérateur Économique décrira précisément les fonctions du chef d'équipe en précisant la manière dont il participe au travail de l'équipe.

Il est précisé que le personnel de l'Opérateur Économique est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

2.2. Personnel de nettoyage

L'Opérateur Économique remet au Pouvoir Adjudicateur la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement au plus tard à la date de la réunion préalable à l'exécution des prestations. Cette liste est tenue à jour.

Le personnel d'intervention de l'Opérateur Économique est soumis :

- ❖ aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- ❖ aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra à tout moment solliciter, après avoir motivé sa demande, le remplacement de tout membre du personnel de l'Opérateur Économique ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

L'Opérateur Économique mettra en place un plan de formation spécifique pour l'ensemble de son personnel. La formation concernera la base des techniques de nettoyage et des caractéristiques des produits de nettoyage qu'ils seront amenés à utiliser ainsi que les instructions nécessaires en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement.

L'Opérateur Économique fournira la preuve de la formation de son personnel au moyen de certificats obtenus auprès d'un organisme reconnu.

Au démarrage du chantier, l'Opérateur Économique disposera de trente jours calendaires pour faire suivre la formation à son personnel.

L'ensemble du personnel de remplacement aura obligatoirement reçu une formation de base. L'ensemble du personnel affecté aux sites recevra une formation d'appoint chaque année, l'Opérateur Économique sera chargé d'en fournir la preuve.

Les agents de nettoyage complètent quotidiennement l'outil de suivi des prestations.

Le personnel d'exécution est doté par l'Opérateur Économique d'un vêtement de travail, de protections nécessaires à l'activité. En outre, tout le personnel de l'Opérateur Économique intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

ARTICLE 3 : NATURE ET FRÉQUENCE DES PRESTATIONS.

La superficie des locaux et la nature des prestations à réaliser sont indiquées par structure, dans l'annexe au CCTP. Les surfaces sont données à titre indicatif et n'ont pas une valeur contractuelle.

Aussi, le titulaire est réputé avoir vérifié ces données avant d'avoir établi son offre.

De même, ces surfaces peuvent être amenées à être modifiées durant l'exécution du contrat. Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à notifier l'Opérateur Économique de ce changement dans un délai de 3 mois.

L'entreprise devra communiquer son planning d'exécution des tâches hebdomadaires et le planning des prestations annuelles au Pouvoir Adjudicateur. Celui-ci devra être en adéquation avec les plages horaires d'intervention possibles, précisées à l'article 3.1 du CCTP.

Concernant le nettoyage général des locaux, il appartient d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté, les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des locaux.

Concernant le nettoyage de la vitrerie, il appartient au titulaire d'assurer l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de la propreté. Le nettoyage des vitreries s'entend comme le nettoyage des deux faces de chacune des vitreries (intérieur – extérieur).

Lorsqu'ils n'existent pas sur le site, les moyens de levage ou d'accès aux surfaces à entretenir sont fournis par le titulaire. Les coûts correspondants sont inclus au forfait de rémunération. Le titulaire indiquera dans son offre, les moyens d'accès qu'il compte utiliser pour l'exécution des prestations.

3.1. Horaires d'intervention possibles

Dans le cadre du présent marché et compte tenu des obligations de service, le Pouvoir Adjudicateur définit des plages horaires d'intervention **possibles** pour que l'Opérateur Economique assure les prestations de nettoyage des locaux. Ces plages sont les suivantes :

❖ **Annexe (salle de restaurant, sanitaires) :**

du Lundi au Vendredi, à partir de 15h00

❖ **Pour le reste du bâtiment :**

du Lundi au Vendredi, en journée **jusqu'à 19h00 au plus tard**

Le titulaire est informé que les structures n'ont pas de période de fermeture annuelle.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve, si les nécessités du service l'exigent, de prescrire que les travaux commencent plus tôt ou plus tard qu'il vient d'être indiqué, le titulaire ne pouvant prétendre à aucune indemnité tant que la variation imposée pour le commencement ou la fin d'une vacation ne dépasse pas deux heures.

L'exécution, les samedis, de certains travaux, peut être autorisée sans qu'il en résulte aucun frais supplémentaire pour la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte d'Or.

3.2. Description des prestations

3.2.1 Locaux mis à la disposition des opérateurs économiques

Un accord concernant la fourniture et l'utilisation d'un local mis à la disposition du personnel de l'Opérateur Économique conformément à la réglementation du travail en vigueur sera établi entre le Pouvoir Adjudicateur et l'Opérateur Économique à la notification du marché.

Les locaux mis à la disposition de l'Opérateur Économique ne peuvent être utilisés que pour l'exécution de ce marché.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'accès à ces locaux.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité de les échanger contre d'autres locaux sous réserve de proposer d'autres locaux satisfaisant aux exigences réglementaires.

L'Opérateur Économique prendra les locaux dans l'état où ils lui seront remis par le Pouvoir Adjudicateur, sans pouvoir exercer aucun recours contre celui-ci, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

L'Opérateur Économique peut, s'il le juge utile, proposer au Pouvoir Adjudicateur l'adjonction à ses frais de tout aménagement complémentaire. Les projets correspondants doivent recevoir l'accord écrit du Pouvoir Adjudicateur sur le descriptif des aménagements avant tout commencement d'exécution.

3.2.2 Matériels

Il est précisé que L'Opérateur Économique met à la disposition de son personnel tout le matériel nécessaire à la bonne exécution de l'ensemble des prestations de nettoyage prévues au marché.

L'Opérateur Économique veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant au Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire devra fournir dans son offre la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations (aspirateur, mono brosse, ...). Cette liste sera accompagnée des fiches techniques.

Le titulaire devra présenter les matériels sur simple demande verbale pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité en vigueur. Il s'engage à réaliser la vérification périodique de ses matériels conformément à la législation en vigueur. Tout matériel défectueux ou mal entretenu devra être mis hors de service et remplacé par le titulaire à ses frais ou remis en état.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Les échafaudages devront obligatoirement être conformes à la réglementation, les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégées, leurs pieds seront munis de patins protecteurs. L'organisme se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations.

Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

3.2.3 Produits d'entretien

L'Opérateur Économique fournit tous les produits d'entretien et fournitures nécessaires à l'exécution des prestations.

Si en cours d'exécution du marché, l'Opérateur Économique se trouve dans une situation particulière qu'il ne parvient pas à régler à l'aide du produit prévu au marché (ex : tâche particulière à la suite d'un incident), l'Opérateur Économique doit soumettre par écrit les références, la fiche de données de sécurité ainsi que les propriétés environnementales du produit qu'il entend employer pour validation du Pouvoir Adjudicateur.

L'Opérateur Economique est responsable des effets des produits employés sur les supports.

3.2.4 Produits sanitaires

L'Opérateur Économique du présent marché assure l'approvisionnement des distributeurs de savon, d'essuie-mains et de papier hygiénique et alerte le Pouvoir Adjudicateur, par écrit dans le **cahier de correspondance**, lorsque le seuil d'alerte est atteint pour l'un des produits. Ce seuil d'alerte correspond à la consommation des produits en un mois.

L'Opérateur Économique devra réapprovisionner les distributeurs de manière à ne jamais avoir un distributeur vide en cours de journée.

Concernant les produits d'entretien et les produits sanitaires, L'Opérateur Economique devra fournir au Pouvoir Adjudicateur, la liste détaillée des produits proposés pour l'exécution des prestations. Ces produits seront adaptés aux distributeurs déjà en service dans les locaux. Les distributeurs et leur remplacement éventuel pour vétusté sont sous la responsabilité et à la charge du responsable du site, aucun remplacement ne sera effectué à la convenance de l'entreprise ou pour quelques raisons que ce soit hormis une défaillance de l'appareil, et les modèles remis en place seront à l'identique de ceux existants lors de la visite.

Le titulaire est informé que dans les cuisines, seuls des produits spécifiques destinés aux surfaces alimentaires devront être utilisés.

Cette liste sera accompagnée :

- ❖ d'une notice détaillée précisant notamment la provenance, l'origine et la composition des produits,
- ❖ d'un procès-verbal d'essai précisant notamment le potentiel hydrogène (PH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensio-actifs.

L'organisme se réserve le droit :

- ❖ d'interdire les produits dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers,
- ❖ de vérifier la compatibilité des produits avec les matériaux et/ou les substances existants,
- ❖ de faire procéder à son gré par les soins d'un laboratoire de son choix à des analyses sur des échantillons prélevés au moment de l'emploi des produits de toute nature utilisée par l'entreprise. Les frais correspondants sont à la charge du titulaire en cas de fraude constatée.

Tout produit rebuté devra être retiré et remplacé par le titulaire à ses frais.

Une sensibilisation à l'utilisation des produits par les agents d'entretien est nécessaire (affichage, dans le local mis à disposition, mentionnant les conseils d'utilisation et les dosages à respecter pour chaque produit).

3.2.5 Tapis

L'Opérateur Economique s'engage à mettre à disposition du site 5 tapis brosses électrostatiques changés toutes les deux semaines (5 tapis 115x180).

3.2.6 Fluides

Le Pouvoir Adjudicateur prend en charge les fournitures suivantes :

- ❖ électricité,
- ❖ eau de ville.

L'Opérateur Economique doit éviter tout éclairage superflu ; en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général de l'ensemble des locaux étant proscrit.

L'Opérateur Economique doit également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

3.2.7 Signalisation des interventions

Chaque fois que cela sera nécessaire, l'Opérateur Économique devra, à ses frais et, après approbation par le Pouvoir Adjudicateur, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel du Pouvoir Adjudicateur de la présence de zones interdites ou d'un risque encouru par les usagers (ex : sol humide, utilisation d'un produit particulier, ..).

En cas de carence de l'Opérateur Économique ou en cas de danger, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais de l'Opérateur Économique, et sans mise en demeure

préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité de l'Opérateur Économique en cas d'accident.

3.2.8 Mise en œuvre d'un dispositif de nettoyage en cas de pandémie

En cas de pandémie, le Titulaire du marché devra prévoir un dispositif correspondant à la mise en œuvre de mesures particulières.

ARTICLE 4 : RECONNAISSANCE DES LIEUX PAR LE TITULAIRE

Les locaux pourront être visités afin de permettre aux candidats d'établir leur offre en toute connaissance des lieux. Une attestation de visite sera remise à chaque soumissionnaire. Ce document sera joint à l'offre du soumissionnaire.

Les visites s'effectuent sur la **période du 6 au 17 janvier 2025**, uniquement sur rendez-vous pris auprès de Monsieur Sébastien DUMOUTIER (03 80 59 56 25 / 06 10 46 05 68).

Une attestation de visite des locaux sera alors délivrée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.